

La dimension environnementale dans le partenariat Maroc-Union européenne et la libéralisation des échanges industriels

Le Maroc avait conclu au mois de novembre 1995 avec l'Union européenne (UE) un accord d'association de type "euro-méditerranéen". Ce dernier en effet s'inscrit dans le cadre de la dernière génération d'accords proposés par l'UE à ses partenaires du sud et de l'est de la Méditerranée, largement inspirés de sa nouvelle "politique méditerranéenne rénovée", consacrée par la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone.

Affirmant l'ambition de faire de la région méditerranéenne une "zone de prospérité partagée", "Barcelone" se voulait d'abord un projet politique et stratégique fort. Ce projet devait enclencher une dynamique conjuguant les bienfaits d'une saine compétition par le marché et l'impératif d'une solidarité Nord/Sud agissante, intégrée dans une logique de partenariat et soucieuse de promouvoir un développement harmonieux et durable de part et d'autre des deux rives de la Méditerranée.

Le fait est que, ramené à l'échelle des accords bilatéraux et au niveau concret des projets de coopération, l'ambitieux dessein de "Barcelone" est en train de décevoir ses plus farouches partisans. Le moins qu'on puisse dire est qu'il est fortement contrarié par la faiblesse des moyens mis en œuvre. En revanche, la "machine libre-échangiste", au départ simple "pilier" parmi d'autres du projet global proposé aux partenaires méditerranéens, apparaît pour sa part lancée. La zone de libre-échange se révèle pour l'instant l'objectif poursuivi avec le plus de détermination. Mais cette zone de libre-échange est-elle possible, est-elle viable dans une région marquée par autant d'inégalités et de déséquilibres ?

Cette question, posée depuis longtemps au niveau économique, se complique aujourd'hui parce qu'elle s'impose aussi au niveau écologique. La zone de prospérité partagée n'est pas seulement difficilement concevable avec un Sud pauvre, mais de surcroît écologiquement dégradé. Or, si en théorie, le libre-échange peut être de nature à promouvoir la croissance, elle-même susceptible de favoriser le développement durable, force est de constater, au regard de l'expérience, que cette vertueuse chaîne de causalités apparaît souvent plus virtuelle que réelle. La réalité plus fréquemment

Najib Akesbi

Institut agronomique
et vétérinaire Hassan II
(n.akesbi@iav.ac.ma)

constatée est plutôt celle d'une libéralisation des échanges peu soucieuse des considérations environnementales.

D'où les inquiétudes, tout à fait légitimes, sur l'avenir de notre "patrimoine commun", dans un monde qui semble désormais ériger le marché en arbitre suprême et ultime pour tous nos choix, y compris pour ceux qui ne peuvent être marchands. Dans le contexte des accords d'association avec l'UE, de telles inquiétudes sont d'autant plus grandes que, contrairement à d'autres accords internationaux, ceux-ci apparaissent à l'analyse plutôt "discrets" sur la dimension environnementale des rapports que l'on ambitionne de construire ensemble.

Nous nous proposons dans cet article d'examiner la question environnementale dans le cadre du partenariat maroco-européen. Après avoir apprécié l'état et la dynamique de dégradation de l'environnement dans le pays, nous essaierons de voir comment cette question est abordée au niveau du dernier accord d'association signé entre le Maroc et l'UE. On s'attachera dans une troisième partie à explorer les impacts prévisibles de la libéralisation des échanges avec l'entité européenne sur l'environnement, en nous focalisant sur le cas du secteur industriel. En guise de conclusion, nous montrerons comment les efforts actuels demeurent insuffisants et combien, pour avoir quelque chance de succès, la mise à niveau du "partenaire marocain" devrait aussi être environnementale (1).

1. Dégradation de l'environnement

Dans les pays actuellement développés, les dégradations subies par l'environnement ont souvent été – entre autres – la conséquence d'une croissance économique rapide mais relativement peu attentive à ses implications écologiques. Au Maroc comme dans beaucoup d'autres pays en développement, force est de constater que la croissance n'a été ni rapide ni soucieuse de l'environnement. De sorte qu'en l'occurrence, l'écologie dégradée ne peut même pas compter sur les moyens conséquents d'une économie avancée.

Certes, une croissance globalement « molle » n'exclut guère la possibilité de mouvements d'expansion sectoriels, limités dans le temps et dans l'espace, mais aux conséquences particulièrement néfastes pour l'environnement. Cela peut notamment être le cas de l'agriculture intensive, de l'exploitation minière ou touristique ou d'activités chimiques et para-chimiques par exemple dans l'industrie. A cela s'ajoute une croissance démographique qui, elle, demeure assez élevée pour maintenir une forte pression sur les ressources naturelles. On comprend dans ces conditions que, au Maroc en tout cas, tous ces facteurs se soient conjugués pour contribuer à dégrader l'environnement et à épuiser ou à contaminer ses ressources naturelles telles que l'eau, l'air, les sols et le milieu naturel.

Commençons par donner un bref aperçu de la nature et de l'état des dégradations environnementales que l'on s'accorde à reconnaître désormais

(1) Cet article puise une partie de son contenu dans un rapport rédigé par l'auteur dans le cadre d'un projet commun Programme des Nations-unies pour l'Environnement – Plan Bleu, intitulé *Libre-échange et environnement dans le contexte euro-méditerranéen* ; voir Akesbi (2000a).

tout à fait inquiétantes, avant de nous interroger sur la « part de responsabilité » qui pourrait être attribuée à l'UE.

1.1. Dégradation des ressources naturelles : une évolution inquiétante (2)

Outre sa répartition inégale sur le territoire, l'eau apparaît de plus en plus rare et soumise à des pressions et des risques croissants du fait de l'augmentation de la population, la baisse régulière des quantités disponibles par habitant (3), les carences dans la gestion de l'équilibre offre/demande, l'envasement des barrages, les méthodes d'irrigation peu économes d'eau, la contamination par diverses sortes de pollution... L'impact des sécheresses successives en particulier apparaît de plus en plus crucial. Les études réalisées par la Météorologie nationale ont montré que, depuis la deuxième moitié du vingtième siècle, « les années de sécheresse deviennent plus fréquentes, plus généralisées et plus sévères à partir des années quatre-vingt » (Diouri, 2001). Au cours des années quatre-vingt-dix, tous les records ont été battus : 7 années sur 10 ont souffert de déficits pluviométriques plus ou moins graves. Or, en période de sécheresse, il y a pression sur le milieu forestier et les pâturages, ainsi que sur la nappe phréatique, ce qui diminue les réserves en eau, en augmente l'acidité et en perturbe le circuit... pratiques qui, à leur tour, entretiennent les causes de la sécheresse et perturbent tout le système écologique du monde rural.

La destruction du milieu naturel et la dégradation des sols apparaissent aussi particulièrement inquiétantes. Les phénomènes d'érosion et de salinisation des sols et des nappes progressent dangereusement. Le Maroc perd annuellement près de 22 000 ha de terres cultivables dans des régions plutôt favorables, en raison de l'urbanisation, la surexploitation des sols et de l'utilisation de techniques de labour inadéquates. Les espaces forestiers et pastoraux sont gravement menacés. D'autant plus que, comme le dernier recensement agricole l'a bien montré, l'extension – sous la pression des besoins – de certaines terres cultivées s'est opérée précisément sur ces espaces fragiles et à leur détriment (MADRPM, 1998). Le pays perd notamment plus de 31 000 ha de forêt chaque année (4), et les terres de parcours sont à 93 % jugées « moyennement à fortement dégradées (5) ».

Certains grands cours d'eau, à commencer par l'oued Sebou dans le nord du pays, sont des « fleuves morts » sur des dizaines de kilomètres car les rejets urbains et industriels en consomment l'oxygène et y détruisent ainsi toute vie. Dans les zones rurales à forte densité de population, la pression sur les ressources s'accroît, et la production des déchets non-traités y menace la santé publique tout en éprouvant les capacités d'absorption de la terre.

Les régions de montagne, qui représentent 15 % du territoire et abritent près du tiers de la population rurale du pays, souffrent de la surexploitation de leurs modestes ressources, de leur enclavement et de l'absence des équipements économiques et sociaux élémentaires, de sorte que le départ

(2) En plus des données fournies ci-dessous, voir *Rapport sur l'état de l'environnement du Maroc*, MATUHE (2001).

(3) La quantité d'eau par habitant, de 1 185 m³ en 1990, devrait baisser à 651 m³ en 2025. Cf. Narjisse (2000).

(4) A ce rythme, la forêt marocaine devrait disparaître en l'espace de 286 ans...

(5) On connaît les facteurs responsables de cet état de fait : récolte anarchique du bois, défrichement et surpâturage, pratiques elles-mêmes favorisées par le maintien d'une forte pression démographique, la pauvreté de la population vivant dans et

de ces espaces, ambiguïté des statuts juridiques des domaines forestiers et pastoraux... cf. Narjisse (2000).

des populations y accentue les risques de dégradation des patrimoines existants, d'érosion des bassins versants, d'envasement des barrages. Les zones oasiennes aussi sont menacées par l'ensablement, la salinité, le surpâturage de la végétation spontanée et une récolte excessive des plantes ligneuses, pour le bois de feu, dans les zones pastorales à la périphérie des palmeraies.

L'environnement littoral et le milieu marin sont aussi objet de dégradations multiples, conséquence de la surexploitation des ressources halieutiques, des pollutions domestique et industrielle, de l'absence de moyens matériels et juridiques de protection et de préservation. Une étude récente a mis en garde contre le fait que « la bande côtière ne cesse de subir des agressions à une cadence démesurée, notamment le problème d'érosion des dunes côtières dû à des aménagements touristiques et balnéaires et à l'exploitation des sables de plage qui peut compromettre l'équilibre écologique de certains milieux convoités et provoquer des dommages irréversibles » (Jamaï, 2001).

Les ressources en biodiversité, particulièrement abondantes, sont à leur tour menacées. Le pays, qui abrite une richesse faunistique, floristique et de paysages des plus diversifiées du bassin méditerranéen, dispose de peu de moyens pour préserver ce patrimoine biologique et écologique et lui garantir une certaine pérennité. Or, ce patrimoine est menacé par l'érosion génétique et l'altération des habitats provoquées par le défrichement, le surpâturage et les pratiques agricoles inadaptées telles que la mécanisation ou l'intensification des cultures. On estime que moins de 1 % de la superficie du pays bénéficie d'une forme quelconque de protection, alors qu'environ 41 % du total des espèces de plantes recensées et 30 % du total des vertébrés identifiés sont des espèces rares ou en danger (Narjisse, 1998).

En milieu urbain, la croissance rapide et incontrôlée des agglomérations a engendré la prolifération de l'habitat insalubre et généralement illégal, le manque d'approvisionnement en eau potable et l'absence ou l'insuffisance de l'assainissement liquide et solide. Outre les conditions difficiles des populations qui en souffrent, une telle situation conduit également à une utilisation inefficace des ressources disponibles. Par ailleurs, le développement anarchique des moyens et des conditions de transport, ainsi que la concentration d'industries polluantes ont condamné les populations de certaines agglomérations urbaines – notamment Casablanca, Rabat, Safi, Marrakech... – à subir quotidiennement les effets d'une pollution atmosphérique de plus en plus difficilement supportable. La recrudescence des maladies respiratoires au sein des populations concernées témoigne de la gravité du problème.

Une telle évolution doit être impérativement arrêtée puis inversée parce qu'elle est dangereuse non seulement pour le maintien des équilibres fondamentaux dans le pays, mais aussi parce qu'elle menace les ressorts mêmes de son développement économique et social. « Si la pollution et la dégradation de l'environnement du pays se poursuivaient au même rythme,

expliquent les responsables du Développement de l'environnement qui ont fait ce constat, elles pourraient freiner et même arrêter le développement. Des milliers de personnes tomberaient malades ou mourraient chaque année des effets de la pollution, les pénuries d'eau deviendraient intolérables et il ne resterait des forêts et autres habitats naturels qu'une petite fraction de leur superficie actuelle » (ministère de l'Environnement, 1995a, p. 4).

1.2. La part de responsabilité de l'Union européenne

On sait depuis longtemps combien les questions environnementales sont souvent par essence planétaires, ce qui a conduit au slogan lancé par les mouvements écologiques « Notre planète, notre patrimoine commun ». Qu'il s'agisse de la déforestation en Amazonie ou de la poussée du désert en Afrique, en passant pas les pertes enregistrées au niveau de la biodiversité ou les pollutions de toute sorte, on sait que les éco-systèmes terrestres dans leur globalité finissent d'une manière ou d'une autre par en être affectés. Le fait est qu'avec les pays de l'UE, nous ne partageons pas seulement la « planète », mais aussi une région, la région euro-méditerranéenne. Il ne s'agit pas ici de dresser la liste des « nuisances » qui peuvent être générées par la proximité de « pays industrialisés » dont chacun reconnaît que le modèle de développement a, pendant longtemps du moins, fait peu de cas des considérations environnementales. On se contentera de mettre en évidence, à travers un exemple significatif, la part de responsabilité de l'UE (6), responsabilité somme toute compréhensible puisqu'elle est au fond le produit de la coexistence dans une même région de pays à niveaux de développement très différents.

On retiendra précisément un phénomène qui transcende le plus naturellement les frontières des Etats et se trouve par conséquent le « mieux » partagé autour de la Méditerranée : il s'agit de l'émission des gaz à effet de serre. Compte tenu des réalités géographiques, on comprend que, au niveau de la région euro-méditerranéenne, une question telle que celle-là ait une importance cruciale, d'autant qu'on est là devant une représentation réduite du problème Nord/Sud à l'échelle de la planète, puisque de toute évidence, les pays du Nord de la Méditerranée sont en l'occurrence les principaux pollueurs de la région.

Lors de la Conférence sur les changements climatiques qui s'était tenue à Buenos Aires en novembre 1998, la responsabilité des pays développés dans les émissions de gaz coupables de changements climatiques avait été mise en évidence par de nombreux pays. Du reste, les chiffres publiés à cet égard sont éloquents : parmi les 22 pays les plus pollueurs de la planète (pollution mesurée par les quantités de rejets de dioxyde de carbone – CO₂), on compte 13 pays de l'UE. Par ordre décroissant, ces pays sont les suivants : Allemagne, Royaume-Uni, Italie, France, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Grèce, Autriche, Danemark, Suède, Portugal et Luxembourg. Le premier pollueur

(6) Car il ne s'agit évidemment pas, ainsi, d'évacuer ou même seulement de limiter la part des "responsabilités internes", notamment celles dues aux carences des politiques des pouvoirs publics dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

européen arrive cependant en cinquième position, après les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon.

Dans son discours à la conférence, le ministre marocain avait noté que, au lieu de diminuer, les émissions de gaz à effet de serre avaient augmenté par rapport aux niveaux de 1990. Aussi avait-il exprimé la profonde inquiétude du Maroc vis-à-vis du laxisme manifesté à l'égard de cette problématique qui menace un grand nombre de pays dont ceux du sud de la Méditerranée. Soulignant la responsabilité première des pays développés, il en avait conclu que le principe du pollueur-payeur doit commencer par s'appliquer aux pays du Nord. Quant au Maroc, ses émissions annuelles des gaz à effet de serre ne dépassent pas 1,3 tonne de CO₂ par habitant, ce qui est « insignifiant » par rapport aux émissions mondiales globales (El Yazghi, 1998).

En tout cas, quelle que soit la part de responsabilité des uns et des autres, on sait que les conséquences de leurs méfaits écologiques n'épargneront personne. C'est dire l'intérêt de tous à s'impliquer largement dans la recherche des solutions appropriées. De plus, au regard des ambitions du partenariat euro-méditerranéen, on est en droit d'espérer un niveau et une qualité de coopération conséquents en la matière. Or tel ne semble guère être le cas.

2. La question de l'environnement dans les accords d'association Maroc-UE

Après un bref rappel de l'évolution des relations maroco-communautaires à travers les accords d'association, nous présenterons les grandes lignes du dernier, conclu en novembre 1995, puis nous nous attacherons à y déceler les aspects concernant la question environnementale. Ceci devrait nous amener à nous poser la question suivante : zone de libre-échange et environnement : est-ce compatible ?

2.1. Bref rappel de l'évolution des accords préférentiels avec l'UE

Le Maroc fut l'un des premiers pays méditerranéens à signer dès 1969 un accord d'association avec la Communauté économique européenne d'alors. Prévu pour une période de cinq ans, ce premier accord, à caractère principalement commercial, prévoyait pour les produits industriels et artisanaux du Maroc la possibilité d'accéder au marché communautaire en exemption des droits de douane et autres taxes d'effet équivalent, alors que certains produits agricoles – frais et transformés – bénéficiaient d'abattement douaniers plus ou moins importants.

Au début des années soixante-dix, la Communauté européenne va élaborer une "politique méditerranéenne globale" soucieuse d'étendre le champ des accords d'association et d'en approfondir le contenu, notamment par l'élargissement des domaines de la coopération à ceux de l'économie et des finances, des sciences et techniques, de l'émigration. Ainsi, alors qu'on assistera à l'extension progressive des accords d'association, voire

à leur généralisation à la quasi-totalité des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, l'accord de 1969 avec le Maroc sera renouvelé en 1976 et élargi en "accord de coopération".

Cet accord, qui restera en vigueur pendant près de deux décennies, comprendra en effet des volets relatifs à la coopération économique, technique et financière, aux droits des travailleurs marocains résidents dans les pays communautaires, en plus naturellement du volet commercial. Ce dernier en particulier permettait l'élargissement de la gamme des produits bénéficiant de préférences tarifaires, surtout agricoles ou agro-industriels (notamment les primeurs, les vins, les fruits et légumes transformés). Toutefois, l'accès de certains produits, importants pour le Maroc et sensibles pour l'Europe, était doré et déjà assorti de conditions restrictives telles le respect de prix de référence communautaires, de contingents ou encore de calendriers limités.

Au tournant des années quatre-vingt-dix, alors que l'UE s'était élargie au cours des années quatre-vingt à trois nouveaux membres, tous méditerranéens (Grèce, Espagne et Portugal) et que la nouvelle situation créée en Europe après la chute du mur de Berlin conduisait la même UE à marquer une attention particulière à ses nouvelles relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, la dimension méditerranéenne de son côté aussi retrouve un certain intérêt auprès des autorités européennes. Celles-ci adoptent les principes d'une "politique méditerranéenne rénovée", fondée désormais sur une logique de partenariat et reposant sur "quatre piliers" : le dialogue politique, la coopération financière, la coopération économique, technique et culturelle et l'établissement d'une zone de libre-échange.

Les accords relevant de cette dernière génération commenceront à être conclus avec les partenaires méditerranéens à partir de 1994 : d'abord avec la Tunisie, puis Israël et l'Autorité palestinienne, suivis par le Maroc en novembre 1995. Cette conclusion de l'accord avec le Maroc intervient quelques jours avant la tenue de la première conférence interministérielle euro-méditerranéenne à Barcelone.

2.2. L'accord de 1995 et l'option pour la zone de libre-échange

Directement inspirés par les grandes orientations de la « politique méditerranéenne rénovée », tous les accords signés durant les années quatre-vingt-dix sont construits sur un modèle quasiment standard, où l'on retrouve à peu près les mêmes considérants et principes généraux, les mêmes objectifs et les mêmes "piliers" fondateurs. Dans le cas de l'accord avec le Maroc en tout cas (Commission des communautés européennes, 1995), de prime abord, sont rappelées les réalités de proximité et d'interdépendance existant entre les Etats communautaires et le Maroc, rappels suivis par l'affirmation du souhait de renforcer les liens historiques et « instaurer durablement des relations fondées sur la réciprocité, la solidarité, le partenariat et le co-développement ».

L'article premier énonce les cinq objectifs de l'accord que l'on peut résumer ainsi :

1. fournir un cadre approprié au dialogue politique entre les parties ;
2. fixer les conditions de libéralisation progressive des échanges de biens, de services et de capitaux ;
3. assurer l'essor de relations économiques et sociales équilibrées ;
4. encourager l'intégration maghrébine et
5. promouvoir la coopération dans les domaines économique, social, culturel et financier.

Le contenu de l'accord comprend 8 titres : dialogue politique, libre circulation des marchandises, droits d'établissement et services, paiements, capitaux, concurrence et autres dispositions économiques, coopération économique, coopération sociale et culturelle, coopération financière, dispositions institutionnelles générales et finales.

Nous nous attacherons ici à examiner surtout le contenu du titre 2, relatif au processus de libéralisation des échanges, avant de nous appliquer à y chercher les aspects pouvant concerner l'environnement.

Le titre 2 commence par l'engagement pour l'établissement progressif d'une « zone de libre-échange pendant une période de transition de 12 années au maximum à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord ». Ce titre comprend, outre des dispositions communes, un chapitre consacré aux produits industriels, et un autre aux produits agricoles et produits de la pêche.

Le libre accès des produits industriels marocains au marché communautaire étant acquis depuis longtemps (7), c'est dans ce domaine que l'UE avait cherché à matérialiser rapidement le principe de réciprocité. Le chapitre premier énonce donc que, désormais, aucun nouveau droit de douane à l'importation ni taxe d'effet équivalent ne peut être introduit dans les échanges entre l'UE et le Maroc. Puis, le processus de démantèlement du dispositif tarifaire existant est programmé et modulé, avec des rythmes différents en fonction de certaines distinctions : biens d'équipement (franchise douanière dès l'entrée en vigueur de l'accord), démantèlement en trois ans pour les matières premières, demi-produits et produits finis non fabriqués localement ainsi que les pièces de rechange, démantèlement en dix ans après un délai de grâce de trois ans pour les produits industriels fabriqués localement...) (8).

Compte tenu de leur caractère hautement sensible de part et d'autre de la Méditerranée, les dossiers des produits agricoles et de la pêche n'avaient pas fait l'objet d'une véritable négociation en vue de la libéralisation des échanges les concernant. On avait plutôt préféré reporter celles-ci au premier janvier de l'an 2000. En attendant, il fallait veiller au moins au « maintien des flux traditionnels », en atténuant la sévérité des dispositions protectionnistes contenues dans l'Offre européenne au GATT de 1994, en particulier celles qui n'allaient pas manquer d'affecter dangereusement les

(7) A l'exception des produits textiles, soumis depuis les années soixante-dix à des « accords d'auto-limitation ».

(8) Par ailleurs, le Maroc s'est également engagé à éliminer, au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord, les prix de référence qu'il applique à certains produits considérés comme sensibles pour lui.

exportations marocaines de fruits et légumes sur les marchés communautaires. Ainsi, des aménagements avaient pour l'essentiel porté sur le niveau des prix d'entrée (plus ou moins abaissés), sur l'importance des concessions tarifaires ou des contingents pour certains produits (Akesbi, 2000b).

Chacun concevait aisément que l'édification d'une zone de libre-échange serait une entreprise pour le moins difficile et coûteuse, surtout pour la partie marocaine. Aussi, dans le titre 5 relatif à la coopération économique, a-t-on veillé à indiquer que celle-ci s'appliquerait de façon privilégiée aux « domaines d'activité subissant des contraintes et des difficultés internes ou affectés par le processus de libéralisation de l'ensemble de l'économie marocaine et plus spécialement par la libéralisation des échanges entre le Maroc et la Communauté ».

2.3. La dimension environnementale dans l'accord d'association avec l'UE

On connaît le degré de maturité auquel la question environnementale était arrivée en Europe lorsque les accords d'association avec le Maroc étaient en cours de négociation, notamment durant la première moitié des années quatre-vingt-dix. Même dans ses rapports avec l'ensemble méditerranéen, la « sensibilité écologique » de l'UE avait beaucoup progressé. On peut notamment rappeler que les signataires de la Déclaration de Barcelone reconnaissent « qu'il importe de concilier le développement économique avec la protection de l'environnement, d'intégrer les préoccupations environnementales dans les aspects pertinents de la politique économique et d'atténuer les conséquences négatives qui pourraient résulter du développement sur le plan de l'environnement. Ils s'engagent à établir un programme d'actions prioritaires à court et moyen termes, y compris en matière de lutte contre la désertification, et à concentrer des appuis techniques et financiers appropriés sur ces actions (9) ».

Or, quand, inspiré par ce contexte, on prend connaissance du « contenu écologique » du dernier accord d'association entre l'UE et le Maroc, on ne peut manquer de ressentir une certaine déception. En effet, de toute évidence la question environnementale n'est abordée dans cet accord que de manière partielle, subsidiaire, voire incidente. A aucun moment on n'a l'impression d'être face à une question que les signataires de cet accord euro-méditerranéen conçoivent au cœur du modèle de développement recherché pour la région euro-méditerranéenne.

Ainsi, déjà dans les considérants de l'accord, on ne décèle pas un mot ni même une allusion à la protection de l'environnement ou la préservation des ressources naturelles. Les objectifs déclarés de l'accord non plus ignorent totalement toute dimension écologique. Même au niveau de l'objectif n° 5, lorsqu'il est seulement question de « promouvoir la coopération dans les domaines économique, social, culturel et financier » (voir ci-dessus), il semble bien que le « domaine environnemental » – qui aurait pu tout naturellement être introduit ici – n'ait guère été présent à l'esprit des rédacteurs de l'accord.

(9) *Déclaration de Barcelone* adoptée lors de la conférence euro-méditerranéenne, les 27 et 28 novembre 1995.

Ceci étant, la question environnementale est évoquée çà et là dans l'accord, souvent en termes assez généraux pour n'impliquer guère d'engagement précis et conséquent.

Précisément, dans le cadre du titre réservé à la coopération économique, sur les cinq points identifiant le champ d'application de cette coopération, le quatrième est ainsi formulé : « La coopération prendra comme composante essentielle, dans le cadre de la mise en œuvre des différents domaines de la coopération économique, la préservation de l'environnement et des équilibres écologiques. » Un peu plus loin, l'unique article entièrement consacré à la question (article 48) se contente d'énoncer les objectifs visés par la coopération en la matière et d'indiquer quelques domaines de coopération possibles :

« La coopération vise la prévention de la dégradation de l'environnement et l'amélioration de sa qualité, la protection de la santé des personnes et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles en vue d'assurer un développement durable.

Les parties conviennent de coopérer notamment dans les domaines :

- a. de la qualité des sols et des eaux ;
- b. des conséquences du développement notamment industriel (sécurité des installations, déchets en particulier) ;
- c. du contrôle et de la prévention de la pollution marine. »

D'autres articles traitant de différentes questions évoquent certains aspects plus ou moins liés à l'environnement. Ainsi l'article 45, qui traite de la coopération régionale, considère l'environnement comme étant l'un des domaines où celle-ci devrait être favorisée. Dans le domaine de l'énergie, l'article 57 estime que les actions de coopération sont orientées notamment vers les énergies renouvelables et la promotion des économies d'énergie.

En ce qui concerne les normes de qualité, par contre, la partie européenne apparaît particulièrement soucieuse d'amener le Maroc à adopter ses normes et standards, et se mettre à leur niveau. L'article 40 précise que « les parties mettent en œuvre les moyens propres à promouvoir l'utilisation par le Maroc des règles techniques de la Communauté et des normes européennes relatives à la qualité des produits industriels et agro-alimentaires, ainsi que les procédures de certification ». En matière de normalisation et d'évaluation de la conformité, l'article 51 stipule que les parties coopèrent en vue de développer :

- a. l'utilisation des règles communautaires dans le domaine de la normalisation, de la métrologie, de la gestion et l'assurance de la qualité et de l'évaluation de la conformité ;
- b. la mise à niveau des laboratoires marocains pour la conclusion, à terme, d'accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité ;
- c. les structures marocaines chargées de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, de la normalisation et de la qualité.

Enfin, en ce qui concerne la question de la compatibilité du libre-échange avec l'impératif de protection de l'environnement, force est de constater que l'article 28 de l'accord qui y fait allusion reste à cet égard peu explicite, quand il ne pêche pas par omission. Ainsi, l'article admet que l'on puisse interdire ou restreindre des échanges justifiés par des raisons de moralité, ou de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, de protection de la propriété intellectuelle, de protection des « trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ». Mais s'agissant du patrimoine écologique, on se contente d'évoquer laconiquement la « préservation des végétaux » ! En ce sens, on peut considérer que les termes de cet accord sont en retrait même par rapport aux Accords de Marrakech qui avaient pourtant été conclus vingt mois auparavant, et dont l'article 20 stipule que tout membre de l'OMC peut en toute légitimité placer ses objectifs en matière de santé publique et de sécurité ou de protection de l'environnement au-dessus de son obligation générale de ne pas imposer de restrictions aux échanges. Pourquoi l'expression « protection de l'environnement » n'a-t-elle pas été utilisée à ce niveau dans l'accord d'association avec le Maroc ? Elle aurait pourtant renvoyé à un champ d'application autrement plus vaste que celui de la simple « préservation des végétaux ».

Il reste à noter qu'en ce qui concerne le programme de libéralisation des échanges de produits industriels, certains produits ont été inscrits à « l'annexe 6 » et de ce fait, selon le paragraphe 2 de l'article 12, ne sont pas soumis au démantèlement tarifaire. Ce dernier ne pourrait être examiné par le Conseil d'Association que trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord d'association. Il s'agit pour l'essentiel de produits usagés : pneumatiques, véhicules automobiles, remorques et semi-remorques citernes, friperie, cuisinières et appareils à gaz ou électriques, réfrigérateurs et congélateurs, machines à laver, moteurs pour l'irrigation, cyclomoteurs et bicyclettes. S'agissant de produits usagés, une des raisons pour lesquelles leur importation n'est pas immédiatement programmée est précisément d'ordre écologique.

Au total, force est de constater que le « contenu écologique » des accords d'association Maroc-UE est décevant. Il n'est pas seulement en deçà des attentes que l'on pouvait légitimement nourrir, mais il est aussi en deçà des exigences d'un développement durable dans la perspective de la « zone de prospérité partagée ». Il est vrai que, pour l'instant, il n'est surtout question que de zone de libre-échange...

2.4. Zone de libre-échange et environnement : est-ce compatible ?

Tout l'argumentaire des organisations internationales plus ou moins directement impliquées dans le processus de libéralisation des échanges à l'échelle mondiale repose sur l'affirmation selon laquelle, au lieu de le contrarier, le commerce contribue substantiellement au développement durable. Avec des politiques environnementales bien conçues et bien

appliquées, la libéralisation du commerce a plus de chance de promouvoir la croissance économique et, partant, l'amélioration de l'environnement. L'accroissement des revenus qui en résulte conduit à des comportements plus exigeants quant à la qualité de l'environnement, et en même temps dégage des ressources plus importantes pour y répondre.

Le Premier secrétaire général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pouvait ainsi avancer que « un nouveau consensus est effectivement en train d'apparaître sur le fait que la libéralisation des échanges et la protection de l'environnement non seulement sont des objectifs compatibles mais doivent constituer les deux faces d'une même stratégie visant à mettre en œuvre le développement durable à l'échelle mondiale » (Ruggiero, 1998).

Il faut dire que même si la question de l'environnement ne figurait pas à l'ordre du jour des négociations de l'Uruguay Round, certaines préoccupations qui en procèdent ont été néanmoins prises en compte dans les résultats des négociations. Le préambule de l'accord de Marrakech – partie du traité qui n'implique cependant pas d'obligations directes – fait référence à l'objectif de développement durable. L'article 20 de l'accord, comme cela a déjà été souligné ci-dessus, stipule que tout membre de l'OMC peut légitimement placer ses objectifs en matière de santé publique et de sécurité ou de protection de l'environnement au-dessus de son obligation générale de ne pas imposer de restrictions aux échanges. De sorte que, comme le confirme encore le Secrétaire général de l'OMC précédemment cité, « les gouvernements peuvent appliquer toutes sortes de restrictions, y compris des contingents et des prohibitions à l'importation et à l'exportation ou des taxes et autres prélèvements à la frontière, pour protéger leur environnement ou conserver les ressources qui relèvent de leur juridiction » (Ruggiero, 1998).

Certains pays, notamment des pays en développement, avaient craint que cette disposition ne serve de prétexte à certains pour renforcer leurs dispositifs protectionnistes. En fait, pour qu'un pays puisse recourir à cette possibilité, il lui faut naturellement justifier sa décision. Trois conditions semblent devoir être réunies : fournir la preuve scientifique que les produits concernés sont néfastes à l'environnement, ensuite appliquer la décision à tous les pays sans discrimination et, enfin, appliquer la règle d'interdiction aussi aux producteurs nationaux des produits en question. Ainsi sort-on avec l'impression que si les Etats ne sont pas totalement démunis, que s'ils disposent de moyens pour éviter les pratiques abusives, ils peuvent difficilement y recourir de manière tout aussi abusive.

Par ailleurs, il faut noter que l'accord de l'OMC a rangé les subventions concernant l'environnement dans la « boîte verte », au même titre que celles consacrées aux régions défavorisées ou aux activités de recherche-développement notamment. Ce classement permet à ces subventions de n'être soumises à aucun engagement de réduction, comme le sont les autres catégories de subventions.

Ceci étant, si l'on suppose – pour avancer seulement dans la réflexion – que la relation est plus ou moins établie entre le commerce et ses “retombées” environnementales, il nous restera encore à montrer que, en l'occurrence, la zone de libre-échange proposée par l'Union européenne est de nature à favoriser cette croissance porteuse de développement durable. Comme le rappellent I. Bensidoun et A. Chevallier (1996), si un mauvais régime commercial peut ruiner un pays, un bon régime commercial ne suffit pas à transformer un pays pauvre en pays riche. Il a été démontré que la seule libéralisation tarifaire des échanges de produits a en général des effets limités sur le PIB comme sur l'emploi. Un « bon » régime commercial n'ouvre la possibilité d'une croissance plus forte que si le pays se spécialise dans les productions où il est le plus efficace et se procure à l'extérieur les produits pour lesquels il l'est moins. Or déjà, en excluant pour le moment le libre-échange agricole de la “zone”, peut-on considérer qu'on s'engage dans la “bonne voie” ?

Par ailleurs, la plupart des études empiriques comme les enseignements puisés de l'expérience de l'ALENA montrent que le “cycle vertueux” dépend de l'importance des investissements directs que le pays le moins avancé est susceptible de drainer dans la dynamique des relations (Jaïdi et Zaïm, 1996). Or, là encore, à en juger par le niveau des investissements directs européens au Maroc et dans les pays de l'est et du sud de la Méditerranée (moins de 3 % des investissements dans le monde), il est difficile de considérer que cette condition puisse à court ou moyen terme être remplie.

Le choix pour la zone de libre-échange en tant que choix stratégique ne dispense pas que des politiques appropriées soient adoptées pour faire émerger et se structurer peu à peu un système productif plurinational et à l'échelle de la région en tant que telle. Car au-delà des échanges, le projet doit comporter une dimension sectorielle et finalement un projet de développement commun. Cela implique la mise en place de mécanismes institutionnels et d'incitation concertés de part et d'autre de la Méditerranée, en vue de veiller à organiser les complémentarités des économies (notamment en réorientant les localisations des productions), et mettre en œuvre de véritables politiques méditerranéennes sectorielles (politiques agricoles, industrielles), l'enjeu étant de rechercher le maximum de compatibilités qui répondent à l'intérêt de l'ensemble de la zone euro-méditerranéenne.

Le « modèle » qui s'offre à nous pour l'instant n'étant que celui d'une zone de libre-échange limitée aux produits industriels, essayons d'examiner dans ce cadre la question environnementale.

3. Zone de libre-échange et perspectives environnementales : le cas de l'industrie

Contrairement aux produits agricoles, la zone de libre-échange en ce qui concerne les produits industriels est décidée, son échéancier de réalisation

est programmé et le “compte à rebours” a déjà commencé avec l’entrée en vigueur de l’accord d’association à partir du 1^{er} mars 2000. Compte tenu de la fragilité du secteur industriel marocain, le processus de déprotection progressif soulève de nombreuses inquiétudes, même si les situations des entreprises face à cette libéralisation des échanges, notamment leurs capacités compétitives, sont évidemment bien différentes. Après avoir mis en évidence cette réalité, on se penchera sur les aspects liés à l’environnement, puis on examinera les quelques efforts des pouvoirs publics pour les affronter, mais aussi les limites et les carences qui continuent de peser sur les perspectives de progrès en la matière.

3.1. L’industrie marocaine et la perspective de libéralisation des échanges avec l’UE

Le secteur industriel marocain représente 18,3 % du PIB en 2000 (ministère de l’Economie et des Finances, 2001). Il a connu durant les cinq dernières années une croissance moyenne plutôt modeste, de l’ordre de 2,5 % en termes constants. La structure de la production industrielle par branches d’activité est dominée par les industries agro-alimentaires qui en représentent en 1999 près de 37 %, suivies par les industries chimiques et para-chimiques (32 %), les industries du textile et du cuir (16 %), l’industrie mécanique et métallurgique (12 %). 60 % de cette production est concentrée dans l’axe du littoral entre Casablanca-Mohammedia et El Jadida-Jorf Lasfar.

Les entreprises industrielles sont à 93 % constituées de petites et moyennes entreprises. Les industries les plus fortement utilisatrices de main-d’œuvre sont les industries du textile et du cuir, les industries chimiques et para-chimiques et celles de l’agro-alimentaire, employant ensemble 87 % de l’effectif total employé dans l’industrie, lequel représente 11 % de la population active urbaine (Secrétariat d’Etat chargé de l’Environnement, 1999). Le taux de valeur ajoutée moyen atteint à peine 35 %, et le taux d’investissement près de 20 %. Quant au taux d’exportation, il atteint en moyenne 25 % de la production, les branches d’activités les plus exportatrices étant celles du textile et du cuir (63,5 % en 1999), suivies de loin par la chimie et para-chimie (près de 23 %) (Secrétariat d’Etat chargé de l’Environnement, 2001).

Cette situation est notamment le produit d’une politique industrielle qui, sans toujours figurer parmi les options prioritaires des pouvoirs publics, a commencé dès les années soixante par organiser les conditions d’édification d’un secteur industriel de substitution aux importations principalement axé sur la satisfaction de la demande interne (investissements publics directs et création d’un secteur public industriel, protection douanière élevée, codes d’investissement, zones industrielles, etc.). Cependant, à partir du début des années soixante-dix, une attention toute particulière a commencé à être accordée aux industries d’exportation, notamment à travers une politique plus active d’attraction des investissements étrangers, la réforme

des codes d'investissement, le développement des régimes économiques en douane, l'assouplissement du régime des changes, l'amélioration des infrastructures de transport et de communication, etc.

La politique d'ajustement structurel, engagée à partir des années quatre-vingt, a amplifié cette tendance, tout en marquant un certain désengagement de l'Etat. En effet, tout en entamant un programme de privatisation, entre autres d'entreprises industrielles dont il était propriétaire, l'Etat s'est engagé plus résolument sur la voie de l'affirmation de la logique du marché et de la libéralisation des échanges en vue d'une meilleure intégration à l'économie mondiale. Parmi les mesures et réformes réalisées dans ce cadre, on peut rappeler la baisse substantielle des taux supérieurs des droits de douane, plusieurs dévaluations du dirham, la libéralisation du régime des changes pour les opérations courantes, la libéralisation de la plupart des prix précédemment réglementés, la réforme fiscale, la libéralisation du crédit et des taux d'intérêt, l'adhésion au GATT/OMC, etc.

Il n'en demeure pas moins que le tissu productif industriel marocain apparaît aujourd'hui encore globalement fragile, mal préparé pour surmonter les contraintes et tirer parti des opportunités générées par la perspective de création d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne. L'industrie marocaine perçoit la libéralisation des échanges avec d'autant plus d'appréhension que celle-ci apparaît désormais plus sous son versant « menaçant » d'ouverture du marché marocain face aux importations européennes que sous l'autre versant « souriant » d'opportunités nouvelles pour le développement des exportations marocaines sur les marchés de l'UE.

En effet, sauf en ce qui concerne les produits de textile et de la confection, les produits industriels marocains bénéficient depuis le premier accord d'association avec l'UE, en 1969 déjà, du libre accès au marché communautaire. L'industrie marocaine n'a donc pas grand chose de nouveau à attendre des derniers accords d'association, en termes de possibilités d'accès aux marchés européens. En revanche, en vertu du nouveau principe de réciprocité introduit dans l'accord de 1995, les industriels européens vont pour la première fois être en mesure d'accéder au marché marocain en étant débarrassés des obstacles tarifaires et non-tarifaires qui s'imposaient à eux jusqu'à présent.

Mais si l'inquiétude est assez générale, on comprend aisément que, dans les faits, les situations ne sont pas partout les mêmes, de sorte que les effets de cette libéralisation des échanges peuvent varier sensiblement d'un secteur, d'une branche ou même d'une entreprise à l'autre. Le ministère du Commerce et de l'Industrie avait tenté une approche d'appréciation des perspectives de l'industrie locale face à cette ouverture du marché intérieur devant les exportateurs industriels européens (Jaïdi et Zaïm, 1997). L'étude en question, qui a porté sur les incitations et la protection dans le secteur industriel, a pu décomposer l'industrie marocaine en fonction des critères de protection et de compétitivité selon le schéma suivant :

- Des activités fortement protégées et présentant une compétitivité réelle : elles sont constituées par les industries suivantes : filature, chaussures en cuir et en matière plastique, boissons, matériel électrique, ouvrages en métaux et produits de la métallurgie de base. La protection accordée à ces activités est estimée élevée, et son abaissement n'aurait pas de conséquences sur les entreprises locales.

- Des activités fortement protégées mais ne présentant pas d'avantages comparatifs : papier et carton, carrosserie et montages de véhicules industriels, boulonnerie et visserie, peaux tannées, fromage. La protection accordée à ce groupe est estimée « injustifiée », et les activités concernées seraient les plus touchées par l'abaissement des droits de douane.

- Des activités compétitives mais faiblement protégées : produits agro-industriels (concentrés d'agrumes, vin), engrais. Ce groupe est compétitif à l'intérieur et à l'extérieur et supporterait la concurrence qu'induirait une plus large ouverture.

- Des activités non compétitives et faiblement protégées : cette catégorie comprend surtout les biens intermédiaires (produits de verre, fer à béton, étoffe de bonneterie, farine de blé tendre). La plupart de ces produits sont moins compétitifs que les produits d'importation, mais la protection qui leur est accordée est limitée. L'impact de la zone de libre-échange serait sensible sans être excessif.

On peut ainsi voir que les entreprises du premier et du troisième groupe apparaissent plus ou moins compétitives. Leur déprotection, plus importante dans le premier que dans le troisième groupe, ne devrait pas les menacer dans leur existence même si, pour nombre d'entre elles, des investissements de mise à niveau seront sans doute nécessaires pour leur permettre de garder leur avantage, y compris en situation d'absence de protection tarifaire. Ce sont surtout les branches d'activités identifiées dans le deuxième et le quatrième groupe qui sont appelées à souffrir plus ou moins de la libéralisation des échanges avec l'UE. Ce sont elles qui doivent bénéficier de manière conséquente et urgente des efforts de modernisation pour éviter le risque de déclin, voire de disparition.

De cette première approche des entreprises industrielles face à la libéralisation des échanges on a pu identifier en somme trois catégories d'entreprises :

- la première serait composée d'entreprises compétitives, qui n'auraient guère de mal à maintenir leurs positions et même à les développer en situation de marché ouvert ;

- la deuxième comprendrait des entreprises qui pourraient devenir compétitives et partant « survivre » à la déprotection, à condition de procéder à des investissements de mise à niveau conséquents ;

- la troisième catégorie concernerait les entreprises définitivement non compétitives et de ce fait condamnées à disparaître avec la libéralisation des échanges.

Aucune étude, conduite de manière scientifique, n'a jamais permis de quantifier la part de chaque groupe dans le tissu productif industriel du pays (10). On peut cependant craindre, au regard des réalités connues de l'outil productif industriel du pays, que la première catégorie d'entreprises est probablement limitée, que la seconde est sans doute la plus nombreuse, alors que la troisième peut s'avérer encore plus importante qu'on ne pense.

Quel pourrait être le coût de la mise à niveau, du moins pour celles des entreprises qui en ont besoin ? Là encore, les seuls chiffres dont nous disposons émanent du ministère du Commerce et de l'Industrie. Celui-ci a élaboré un plan de mise en œuvre des mesures d'accompagnement d'ordre général et spécifique. Selon ses estimations, l'enveloppe globale des mesures d'ordre général nécessiterait la mobilisation de près de 45 milliards de dirhams à répartir en plusieurs catégories d'actions (Jaïdi et Zaïm, 1997). Neuf domaines d'action seraient retenus, dont les plus importantes, en termes de programmation financière, sont le renforcement de l'infrastructure de base (40 % de l'enveloppe), l'instauration d'un fonds de mise à niveau (40 % également) et la promotion de l'investissement européen au Maroc (16 %). La préservation de l'environnement dans ce programme n'a droit qu'à près de 1 % des fonds à engager (500 millions de dirhams).

Précisément, s'agissant de cette dimension environnementale de la "mise à niveau", il nous reste à nous demander : que font les pouvoirs publics et les entreprises marocaines ? Que fait l'Union européenne ?

3.2. Problèmes environnementaux d'origine industrielle et actions sporadiques pour y faire face

Selon le diagnostic effectué par les responsables de la Direction de l'Observation, des Etudes et de la Coordination du Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, le développement industriel a contribué à la dégradation de l'environnement pour les raisons suivantes :

- forte concentration des principales activités industrielles sur le littoral atlantique et au niveau des bassins de Sebou, de Tensift et d'Oum Er-rebia ;
- localisation de certaines entreprises sur des zones à vocation non-industrielle ;
- implantation d'activités industrielles sur des zones inappropriées ;
- aménagement des zones industrielles ne tenant pas compte des exigences environnementales ;
- défaillance dans les réseaux d'assainissement et absence de stations d'épuration ;
- défaillance dans la collecte des déchets industriels et absence de centres de traitement et d'élimination des déchets dangereux et toxiques.

A ces facteurs il faut naturellement ajouter d'autres liés à l'appareil productif, trop souvent vétuste et utilisant « des technologies dépassées, inadaptees et polluantes » (Nouri, 2001). En somme, on peut dire aujourd'hui

(10) Il faut notamment souligner ici que l'idée des "trois tiers" colportée çà et là dans la presse n'a jamais été fondée sur la moindre investigation rigoureuse et systématiquement conduite dans la population des entreprises concernées.

que les problèmes de dégradation de l'environnement liés à l'activité industrielle sont dans l'ensemble assez bien identifiés. Mais si le diagnostic est établi, force est de constater que le principal problème se situe aujourd'hui au niveau de la mise en œuvre des remèdes. Car face à une telle situation, il est difficile de déceler une vision ou du moins une politique globale et conséquente des pouvoirs publics pour y faire face.

Certes, dans le cadre de la préparation du Plan 2000-2004, un certain nombre d'actions prioritaires visant la mise à niveau environnementale du secteur industriel avaient été intégrées dans le cadre de la « planification globale » (Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, 1999). On peut résumer ces actions en quatre axes de réforme :

- renforcement des capacités nationales en matière de pratique d'audits, d'auto-contrôle et de suivi de la pollution industrielle ;
- mise en place d'une procédure de labélisation écologique des produits industriels marocains ;
- renforcement du Fonds de dépollution industrielle (FODEP, voir plus loin) ;
- élaboration d'études prospectives relatives aux interrelations entre le commerce international et l'environnement au Maroc.

Mais pour l'essentiel, ces orientations attendent encore les moyens d'une mise en œuvre conséquente. Car à en juger par ce qui s'est fait ces dernières années, on décèle surtout diverses actions sporadiques, en plus de la mise en place du Fonds de dépollution industrielle et du Centre marocain de production industrielle propre.

Quelques années seulement après le lancement au niveau international du programme « Développement industriel écologiquement durable » (DIED) (ministère du Commerce et de l'Industrie, 1997), le Maroc avait veillé – dès 1995 – à élaborer, avec l'assistance de l'ONUDI, un projet intégré dans ce cadre. Le concept du DIED, repose entre autres sur le principe de la prévention de la pollution plutôt que sur le traitement des effets de la pollution après coup. Concrètement, le projet élaboré a eu pour objectifs d'assister et de former des cadres de l'administration et du secteur privé pour l'élaboration d'un programme de type DIED, d'une part, et, d'autre part, de développer les méthodes et outils à mettre en place en vue d'une exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles du pays. Le plan d'action préparé à cet effet a consisté en un certain nombre de fiches projets réparties selon les principaux axes choisis : amélioration du cadre législatif et réglementaire, renforcement des aspects techniques de protection de l'environnement, mise en place d'instruments économiques et financiers pour assister le secteur industriel à se conformer aux exigences environnementales, formation et sensibilisation, etc.

L'insuffisance des moyens a cependant acculé le Département de l'Environnement à se contenter de nouer des liens de partenariat avec différents acteurs, notamment avec des ONG, des institutions et des

« programmes » mondiaux ou régionaux, et naturellement les industriels, dans le but d'avancer sur la voix des axes choisis. Quelques exemples significatifs peuvent à cet égard être cités.

Ainsi, avec le concours du Programme d'assistance technique pour l'environnement méditerranéen (METAP), une étude-pilote et un plan d'action régional pour la dépollution industrielle de l'axe Casablanca-Mohammedia ont pu être réalisés en 1997-1998. Ce qui a donné lieu à la signature d'une convention par laquelle dix entreprises importantes se sont engagées pour améliorer la gestion de leurs rejets et participer à la réduction de la charge polluante de la région concernée (Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, 1998b).

D'autres entreprises ont également participé à la réalisation des audits environnementaux et à la préparation de leur plan d'action. Dans la filière du travail du cuir, particulièrement connue pour ses rejets polluants, 16 tanneries de la zone industrielle de Dokkarat à Fès se sont engagées à recycler leurs effluents chromés et à racheter le chrome recyclé (Nouri, 2001). Par ailleurs, une douzaine d'unités industrielles du bassin du Sebou ont fait l'objet d'audits environnementaux, en vue d'évaluer leur charge polluante et de préparer des contrats de branches avec les industriels concernés.

L'Association professionnelle des cimentiers pour sa part a signé en 1997 une convention avec le ministère de l'Environnement par laquelle elle s'engage à consacrer 250 millions de dirhams sur une période de trois ans pour la protection de l'environnement (Chaoui, 1999). Il s'agit notamment de financer l'amélioration des installations existantes – les dépoussiéreurs en particulier – l'équipement des usines de moyens de mesure d'émission de gaz. Une commission de l'environnement est chargée au niveau de l'Association du suivi des programmes d'action élaborés. De leur côté, deux parmi les plus importantes entreprises publiques du pays, l'Office national d'électricité et l'Office chérifien des phosphates, ont également signé des conventions pour prévenir et mieux lutter contre les nuisances générées par leurs activités (Ikram, 1999).

La Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) pour sa part a signé aussi une convention pour l'appui à la mise à niveau environnementale des petites et moyennes entreprises. Cette organisation a créé en son sein un Comité de l'environnement depuis quelques années pour sensibiliser les chefs d'entreprises à l'importance de la « gestion écologique » pour leur développement durable. Par ailleurs, cette même organisation patronale a créé, courant 2000, le Centre marocain de production industrielle propre, avec l'appui de l'ONUDI et de la coopération suisse (Belouas, 2000). Ce Centre qui n'est pas encore véritablement opérationnel, devrait fonctionner comme un outil collectif ayant pour finalité le développement et l'amélioration de la gestion, de la productivité des techniques et des performances du secteur industriel.

Enfin, notons la création du Fonds de dépollution industrielle par le département de l'Environnement, avec le concours de la coopération allemande. Ce Fonds se veut un instrument destiné à encourager les entreprises industrielles à investir dans les équipements de dépollution et les technologies propres. Outil de financement et d'incitation, le FODEP s'adresse à toutes les entreprises industrielles, quels que soient leur statut juridique, leur taille ou leur localisation. Le bilan des activités du FODEP établi en 2000 a montré que l'impact de ce denier demeure fort limité (Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, 2000). A peine 42 dossiers de demande de financement avaient été déposés et parmi ceux-ci, seuls 20 ont été retenus. Ils concernent principalement les secteurs des industries agro-alimentaires, de la chimie et para-chimie, du textile et du cuir, ainsi que de différentes cimenteries. Il semble que seules 15 unités industrielles aient finalement pu bénéficier de la première tranche du « Fonds » (1999-2000), pour un montant de 800 millions de dirhams, mais une deuxième tranche de 100 millions de dirhams devait être ouverte en 2001 et réservée aux petites et moyennes industries (El Yazghi, 2001).

Au total, on voit bien que si des initiatives, des mesures sont prises çà et là, cet ensemble, limité et épars, ne constitue pas une politique, et encore moins un programme d'action à la mesure des problèmes identifiés, doté d'objectifs précis et de moyens d'action conséquents.

3.3. Effets préjudiciables de l'absence de normes environnementales marocaines

Si certaines entreprises, comme nous venons de le constater, s'impliquent de plus en plus dans le combat pour la préservation de l'environnement, force est de constater que la grande majorité des entreprises n'a pas encore intégré la dimension environnementale dans son système global de gestion. Constituées pour l'essentiel de PME, ces entreprises ont du mal à procéder à leur mise à niveau technique, et plus encore environnementale, parce qu'elles sont confrontées à des contraintes et des obstacles multiples, parmi lesquels on peut citer la faiblesse des moyens matériels, certes, mais aussi et peut-être surtout les éléments suivants :

- niveau de sensibilisation à la protection de l'environnement fréquemment faible ;
- manque d'information sur les nouvelles technologies, les normes ISO 14000 et autres systèmes de gestion environnementale, ainsi que sur les rares mesures incitatives existantes de dépollution industrielle et d'utilisation de technologies propres ;
- prééminence des considérations économiques et financières sur toutes les autres ;
- absence de politique environnementale au niveau de l'entreprise, et encore moins de l'organisation interne susceptible de la mettre en œuvre ;
- inadaptation au contexte actuel du cadre législatif et réglementaire existant en matière d'environnement.

Ce dernier point en particulier doit être souligné, et il nous faut ici le préciser sur un aspect tout à fait crucial pour le sujet qui nous occupe : il s'agit de l'absence de normes environnementales marocaines. En principe, la promulgation de normes, considérée comme l'étape finale de la mise en œuvre des objectifs de qualité de la politique environnementale, offre un référentiel et constitue un moyen de contrôle de tout dépassement des valeurs limites de qualité et de rejet adoptées. Or, force est de constater que le dispositif juridique marocain relatif à la protection de l'environnement est encore embryonnaire et repose même pour beaucoup sur des textes qui remontent au début du siècle. Au regard de cette situation, caractérisée notamment par l'absence de valeurs limites nationales régissant les rejets dans les milieux naturels et de normes relatives à leur échantillonnage et leur analyse, le département de l'Environnement avait appelé en 1994, dans le cadre du Conseil national de l'environnement, à la création d'un Comité Normes et Standards (CNS) au sein de la commission de la prévision et de la lutte contre la pollution et les nuisances (ministère de l'Environnement, 1995b et 1996).

Ce Comité avait eu pour mission, dans la concertation entre les départements ministériels et les opérateurs économiques concernés, de normaliser les méthodes de prélèvement et d'analyse des rejets et de procéder à l'élaboration : a. de l'approche marocaine de normalisation ; b. des normes de qualité de l'eau – en fonction des usages – et de l'air ; c. des valeurs limites générales de rejet dans l'atmosphère, dans l'eau, sur le sol ; d. des valeurs limites sectorielles de rejet dans le milieu naturel pour les industries les plus polluantes. Après plusieurs années de travail, le CNS a pu élaborer en 1998 un premier projet des normes et standards, axé sur la détermination des valeurs limites des rejets directs et indirects, sur quelques valeurs limites sectorielles de rejets liquides (sucreries et levureries). De même, une liste des caractéristiques des déchets dangereux a pu être établie. Mais à ce jour, force est de constater que ces efforts n'ont encore guère pu aboutir à la mise en œuvre pratique des normes établies. Comme tant d'autres projets de loi qui concernent l'environnement (11), les textes en question attendent encore dans les dédales de l'Administration le jour où ils pourront enfin voir le jour.

En attendant, les normes qui restent la référence au Maroc sont encore soit internationales (OMS, FAO) soit européennes (françaises, allemandes et américaines). Signalons tout de même que le département chargé de l'Environnement tente déjà, chaque fois que cela est possible, de signer une convention avec les opérateurs concernés, convention par laquelle est formalisé l'engagement pour le respect des normes, au demeurant souvent préalablement établies d'un commun accord (c'est notamment la démarche suivie avec l'OCP, l'ONE, l'association professionnelle des cimentiers). De même a-t-il été décidé que tout projet soutenu dans le cadre du Fonds pour la dépollution industrielle doit intégrer le respect des normes et standards établis.

(11) Rappelons à titre d'exemples les projets de loi sur la pollution de l'air, sur les déchets, sur le littoral, sur la protection et la mise en valeur de l'environnement, sur les études d'impact...

Il n'en demeure pas moins que l'absence de normes et standards consacrés par la force de la loi apparaît de plus en plus comme un obstacle majeur qui peut aisément avoir raison des quelques velléités écologiques que l'on peut constater çà et là dans la population des entreprises. Faute de réglementation claire et adaptée, les industriels savent qu'actuellement leurs rejets ne sont soumis à aucune limite ou restriction. De sorte qu'en fin de compte, les technologies propres ne sont installées que lorsqu'il est possible d'en démontrer aux industriels concernés les avantages économiques et financiers, et que, en d'autres termes, ceux-ci y trouvent un intérêt particulier. Ainsi par exemple, dans la même région de Casablanca-Mohammedia, si la principale firme d'Electrolyse et de Pétrochimie (la SNEP) double sa capacité de production et investit dans un nouveau procédé de fabrication de chlore à partir de cellules à membrane (au lieu de cellules à mercure), elle justifie cet investissement d'abord par sa faculté à réduire ses coûts énergétiques. Par contre, une autre entreprise importante spécialisée dans les traitements de surface (Mafer), n'est obligée par aucune réglementation à enlever les métaux de ses eaux usées qui sont rejetées dans le réseau d'assainissement de l'agglomération urbaine. N'ayant ni obligation légale à respecter, ni intérêt économique à convoiter à travers l'investissement environnemental, les industriels dans leur grande majorité ne font donc rien pour mettre fin à leurs nuisances écologiques (12).

(12) Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement en poste en juin 2000 avait reconnu que face aux nombreux actes préjudiciables à l'environnement commis çà et là, son département « se retrouve toujours poings et pieds liés », et d'ajouter que « jusqu'à présent aussi, les décisions sont prises sans que personne ne tienne compte de notre point de vue », cf. Iraqui (2000).

Il est vrai qu'on peut tout de même imaginer que, dans un contexte de libéralisation des échanges et d'aiguïsement de la compétition internationale, acculées par le besoin de survie, des entreprises seront disposées à faire les efforts nécessaires pour leur mise à niveau environnementale dès lors que cela leur apparaîtra incontournable pour se maintenir sur le marché et faire face à la concurrence des « produits propres » du Nord. Mais le problème pour ces entreprises désireuses de rester dans la course réside encore dans l'absence d'un cadre légal et « normalisé » pour faire leurs choix et conduire leur processus de mise à niveau environnementale. En effet, l'absence de normes légales et de standards reconnus constitue objectivement un obstacle de taille devant de telles entreprises qui veulent « se mettre à niveau » mais ne savent encore même pas le « niveau » qui leur est demandé par la loi.

En définitive, si l'on revient aux trois catégories d'entreprises précédemment identifiées selon leur devenir face à la libéralisation des échanges, on peut émettre les observations suivantes. Les entreprises compétitives ayant la volonté et les moyens de leur mise à niveau environnementale ne seront probablement gênées que par l'absence des normes et standards nationaux, et lorsque ces derniers sont indispensables pour la définition même des investissements à réaliser. A l'opposé, les entreprises incapables de se mettre à niveau et appelées d'une manière ou d'une autre à déperir, en attendant, continueront probablement à générer des effets plus ou moins préjudiciables à l'environnement selon leurs activités. Entre ces deux groupes, on retrouve celui des entreprises pouvant devenir

compétitives sous condition de mise à niveau : celles-ci auront évidemment aussi à pâtir des carences du cadre juridique et normatif, mais avant cela, elles auront besoin des aides et des soutiens appropriés pour réunir les moyens nécessaires à cette opération. Ce sont ces entreprises qui auront le plus besoin de l'aide de l'UE, notamment dans le cadre du programme MEDA.

En guise de conclusion : la mise à niveau du « partenaire marocain » devrait aussi être environnementale

Une déclaration commune adoptée en marge de l'accord d'association entre le Maroc et l'UE en 1995 avait affirmé que « les parties reconnaissent la nécessité de moderniser le secteur productif marocain pour mieux l'adapter aux réalités de l'économie internationale et européenne », ajoutant que « la Communauté veillera à apporter son soutien au Maroc pour la mise en œuvre d'un programme d'appui aux secteurs industriels appelés à bénéficier de leur restructuration et de leur mise à niveau en vue de faire face aux difficultés pouvant survenir suite à la libéralisation des échanges et en particulier au démantèlement tarifaire ».

Que recouvre exactement cette notion de mise à niveau ? Si l'on comprend qu'elle concerne d'abord le tissu productif, elle devrait en réalité aussi concerner tout un ensemble de domaines interdépendants qui contribuent d'une certaine manière à l'amélioration des performances de l'industrie, et plus généralement à la compétitivité globale du pays : les ressources humaines, les infrastructures économiques et sociales de base, l'administration, les législations relatives au cadre général de l'investissement et des affaires, le tissu des entreprises, les relations sociales et, bien évidemment, la préservation de l'environnement.

Au regard de cette approche, celle qui semble avoir été adoptée par l'UE apparaît fort limitée. Après avoir constaté les carences au niveau du texte de l'Accord d'association lui-même (cf. 2.3), on peut à présent voir ce qu'il en est au niveau des moyens d'action mis en œuvre depuis sa signature. Ceux-ci s'inscrivent pour l'essentiel dans le cadre de deux programmes communautaires consacrés au partenariat euro-méditerranéen, le premier est environnemental (SMAP), le second est financier (MEDA).

Le programme d'actions prioritaire à moyen et court termes dans le domaine de l'environnement (SMAP) est un programme cadre d'action pour la protection de l'environnement méditerranéen. Adopté lors de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement d'Helsinki (1997), ce programme se propose d'agir à la fois au niveau national et régional, en recherchant les cohérences et les synergies possibles pour optimiser l'impact des actions à entreprendre. Cinq domaines d'action prioritaire ont été arrêtés : la gestion intégrée de l'eau, celle des déchets, les sites critiques (zones polluées et zones vulnérables pour la bio-diversité), la gestion intégrée des zones côtières et la lutte contre la désertification. Depuis la création du SMAP, trois réunions annuelles du « Comité des

(13) C'est notamment pour le Maroc le cas des programmes « Life Pays Tiers » METAP (Programme méditerranéen d'assistance technique). Cf. MATUHE (2001), p. 276-277.

correspondants » ont eu lieu, durant lesquelles on a beaucoup discuté des procédures de mise en œuvre, des problèmes de coordination, adopté tout de même quelques projets d'assistance et d'étude (13) mais finalement, il est difficile de considérer que ce programme a encore véritablement pris son élan pour commencer par se traduire par des actions concrètes et significatives sur le terrain.

En ce qui concerne le programme de financement MEDA, qui se veut le « bras séculier » de la coopération pour la mise à niveau en question, notons d'abord qu'il ne prévoit absolument pas de financer les programmes de restructuration industrielle. Lors de la préparation de ce programme de financement, la proposition de constitution du « fonds d'appui à la restructuration industrielle » – comme prévu dans le programme marocain – fut rejetée et justifiée par le fait qu'un tel fonds constituerait une entorse à une saine concurrence !

Le programme MEDA à ce niveau s'est voulu surtout focalisé sur les actions dites horizontales : facilité d'ajustement structurel, formation professionnelle, promotion de la qualité et normalisation, appui technique à la promotion des exportations et des investissements, à la privatisation, à la réforme du service public et au diagnostic. On comprend que le champ de la coopération financière étant ainsi limité, le problème de la mise à niveau reste presque entier. Non seulement parce que la mise à niveau du tissu productif ne peut évidemment se réduire à des financements d'interventions horizontales, mais bien sûr aussi en raison de l'insuffisance des moyens mis au service d'une telle entreprise. L'ensemble du programme MEDA-1 était doté d'une enveloppe financière de l'ordre de 4,7 milliards d'écus sur la période 1996-1999. Au terme de celle-ci, le Maroc se voyait promettre l'équivalent de près de 6,5 milliards de dirhams, ce qui représente à peine 14 % des besoins de la seule mise à niveau industrielle tels qu'ils ont été évalués par les responsables marocains (Fizazi et Arif, 1999 ; El Hassouni, 1999). Encore que le programme MEDA ait en réalité connu plusieurs retards lors de sa phase de lancement et souffert de procédures complexes et paralysantes ainsi que de dysfonctionnements divers. De sorte qu'en définitive, le taux de réalisation du programme a atteint à peine 25 % (Commission des communautés européennes, 1999).

Quant à l'environnement et la protection des ressources naturelles en particulier, force est de constater que le seul projet qui peut clairement s'inscrire dans cette perspective se limite à celui du développement des zones forestières de la région de Chefchaouen, dans le nord du pays, doté d'une enveloppe de 24 millions d'euros et dont le contrat a été signé seulement en juillet 1999 avec le Secrétariat d'Etat aux Eaux et Forêts. Ceci mis à part, on relève essentiellement quelques projets d'assainissement contractés avec l'Office national de l'eau potable pour le milieu rural et quelques municipalités telles celles de Marrakech, Meknès, Agadir et Settat pour le milieu urbain. Au demeurant, sauf pour les projets concernant le milieu

rural, l'aide européenne consiste seulement en bonification de taux d'intérêt sur les crédits contractés à cette fin et ce pour un montant total de près de 20 millions d'euros (3 % de l'enveloppe globale).

Même s'il prétend tirer les leçons des déboires de l'expérience de MEDA-1, MEDA-2, devant aller jusqu'en 2004, ne marque guère de changement qualitatif significatif par rapport à son prédécesseur. Mise à part la question de l'eau, les problèmes de l'environnement ne semblent guère avoir droit à plus d'attention que par le passé (Doyle, 2001 ; Bami, 2002). C'est ainsi que dans le programme indicatif pour 2001, on peut à peine déceler un projet pour la gestion des déchets solides à Essaouira, pour un montant de près de 2 millions d'euros (dans une enveloppe de 260 millions d'euros... où toutefois 120 millions d'euros sont consacrés à « l'ajustement du secteur de l'eau »). Le programme pour 2002 prévoit pour sa part un projet de dépollution industrielle, principalement financé par la BEI et doté par MEDA de 10 millions d'euros (sur une enveloppe prévisionnelle de 198 millions d'euros).

On conviendra sans mal que la modestie de ces moyens, tant quantitativement que qualitativement, demeure bien en deçà des besoins objectifs de « mise à niveau globale » du partenaire marocain et encore moins des ambitions affichées pour la « zone de prospérité partagée » euro-méditerranéenne. C'est dire que les négociations qui doivent se poursuivre en 2002 ne peuvent à notre sens se contenter du « volet agricole », comme si le « volet industriel » était réglé, alors que le « volet environnemental » n'aurait même pas besoin d'être ouvert. Au risque de gâcher certaines illusions entretenues çà et là, nous pensons hélas que les difficultés sont devant nous parce que les accords de partenariat conclus se sont révélés bien en deçà des exigences des défis à relever. Tôt ou tard, il faudra bien ouvrir ou réouvrir les différents « dossiers » pour les traiter de la seule manière qui vaille, c'est-à-dire globalement, et avec des moyens autrement plus conséquents que ceux actuellement engagés.

En tout cas, les prochaines négociations gagneraient peut-être à commencer par une « mise à niveau » des perceptions que les partenaires de part et d'autre de la Méditerranée ont des conditions nécessaires, incontournables pour s'engager sur la voie de la construction d'une région euro-méditerranéenne, laquelle, en attendant la prospérité, pourrait au moins prétendre à un développement durable.

Références bibliographiques

- Akesbi N. (2000a), « Aspects environnementaux des accords d'association signés entre l'Union européenne et les pays méditerranéens non membres, Cas du Maroc », *Projet libre-échange et environnement dans le contexte euro-méditerranéen*, Plan Bleu – PNUE, Nice-Sophia-Antipolis, juillet.
- Akesbi N. (2000b), « L'agriculture marocaine, entre le discours libre-échangiste et les réalités protectionnistes de l'Europe », *Critique économique*, n° 3, Rabat.
- Bami R. (2002), « Vers une gestion intégrée des ressources hydriques », *Finances News Hebdo*, Casablanca, n° 158, 14-20 février.
- Barde J.-P. (1992), *Economie et politique de l'environnement*, PUF, Paris.
- Belouas A. (2000), « Un Centre pour une production industrielle propre », *la Vie économique*, hebdomadaire, Casablanca, 16 juin 2000.
- Bensidoun I. et Chevallier A. (1996), « Libre-échange euro-méditerranéen : marché de dupes ou pari sur l'avenir ? », *la Lettre du CEPII*, n° 147, juin.
- Chaoui M. (1999), « Cimenteries : 250 millions de dirhams contre les poussières, Dossier Environnement », *l'Economiste*, 11 juin.
- Commission des communautés européennes (1995), *Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats-membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part*, Document final MA 15/11/95, COM (95) 740 final, 95/0363 (AVC), Bruxelles, 20 décembre.
- Commission des communautés européennes (1999), *Mise en œuvre du programme MEDA*, Rapport de la Commission, Bruxelles.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Rapport Brundtland, 1987), *Notre avenir à tous*, éd. du Fleuve, les publications du Québec.
- Confédération générale des entreprises du Maroc (2000), *Centre marocain de production industrielle propre*, Comité de l'environnement, Casablanca, document ronéo, non daté.
- Diouri A. (2001), « La sécheresse au Maroc, un siècle d'observations météorologiques, in « La politique de l'eau et la sécurité alimentaire du Maroc à l'aube du XXI^e siècle », Académie du Royaume du Maroc, Actes de la session de novembre 2000, volume 1, Rabat.
- Doyle S. (Ambassadeur et chef de la Délégation de l'UE à Rabat, 2001), « Entretien : les Marocains doivent s'impliquer davantage », *Business Magazine*, mensuel, Casablanca, n° 6, novembre.
- El Hassouni A. (1999), « UE-Maroc : beaucoup de dons, pas de résultats », *le Journal*, hebdomadaire, Casablanca, 7-11 décembre.
- El Yazghi, M. (1998), « Discours à la Conférence sur les changements climatiques de Buenos Aires », *Libération* du 18 novembre.

- El Yazghi M. (2001), « Le Maroc en première ligne », *la Vérité*, hebdomadaire, Casablanca, 8-14 juin.
- Faucheux S. & J.F. Noël (1995), *Economie des ressources naturelles et de l'environnement*, éd. Armand Colin, Paris.
- Fizazi S. et Arif H. (1999), « Le bilan de Meda 1 et les attentes de Meda 2 », *le Reporter*, hebdomadaire, Casablanca, 9-15 décembre.
- Ikram R. (1999), « La démarche OCP, Dossier Environnement », *l'Economiste*, Casablanca, 11 juin.
- Iraqi A. (2000), « Les pollueurs sont les plus râleurs. Entretien », *le Quotidien Economie*, hebdomadaire, Casablanca, 16-22 juin.
- Jaïdi L. et Zaïm F. (1996), « L'Union européenne et la Méditerranée, une nouvelle génération d'accords ? », *l'Annuaire de la Méditerranée*, GERM-Publisud, Rabat-Paris.
- Jaïdi L. et Zaïm F. (1997), « Le nouvel accord de libre-échange entre le Maroc et l'Union européenne, un pari à hauts risques », *Confluences Méditerranée*, n° 21, printemps.
- Jamāi K. (2001), « Les risques d'une catastrophe écologique : le littoral fout le camp ! », *la Vérité*, hebdomadaire, Casablanca, 12-18 janvier.
- Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement (2001), *Rapport sur l'état de l'environnement du Maroc*, Rabat, octobre.
- Ministère de l'Economie et des Finances (2001), *Rapport économique et financier du projet de loi de finances 2002*, Rabat, avril.
- Ministère de l'Environnement (1995a), *Stratégie nationale pour la protection de l'environnement et le développement durable*, Projet PNUD/UNESCO : MOR/90/001, Rabat.
- Ministère de l'Environnement (1995b), *Commission de la prévision et de la lutte contre la pollution et les nuisances*, Comité Normes et Standards, Conseil national de l'environnement, doc. ronéo, Rabat, 1-2 juin.
- Ministère de l'Environnement (1996), *Normes et standards*, Conseil national de l'environnement, Commission juridique et relations internationales.
- Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Pêches maritimes (1998), *Recensement général de l'agriculture, résultats préliminaires*, Direction de la programmation et des affaires économiques, septembre.
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (1997), *Développement industriel écologiquement durable au Maroc*, MCI-ONUDI, Rabat, mars 1997.
- Narjisse H. (1998), « Impact prévisible de la mondialisation des échanges sur le développement durable au Maroc », in *L'Agriculture marocaine face à la mondialisation*, Actes du séminaire AMAECO, Rabat.
- Narjisse N. (2000), *Plan d'action national pour l'environnement*, Document de synthèse, Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, doc. ronéo, avril 2000, Rabat.

- Nouri J. (2001), « Pollution industrielle : parer au plus urgent », *la Vérité*, hebdomadaire, Casablanca, 9-15 mars.
- Observatoire national de l'environnement du Maroc (1996), *Pour une action concertée et ciblée en faveur de l'environnement*, Rabat.
- Ruggiero R. (1998), Allocution au symposium de l'OMC, « Renforcer les complémentarités : commerce, environnement et développement durable », Communiqué de presse, Press/97, Genève, 17 mars 1998.
- Secrétariat d'Etat chargé de l'environnement (1998a), *Etude-pilote de dépollution industrielle de l'axe Mohammedia-Casablanca*, Plan d'action régional, avec le concours du METAP, Rabat, avril.
- Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement (1998b), *Rapport sur les besoins de renforcement des capacités régionales en matière de gestion intégrée de l'environnement, cas de l'axe Casablanca-Mohammedia*, METAP III et MEDBRANCH 1997-1998, Rabat, janvier.
- Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement (1999), *Renforcement des capacités des PME et PMI en matière d'intégration de la dimension environnementale dans la gestion de l'entreprise*, Rapport de la Direction de l'observation, des études et de la coordination, Rabat.
- Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement (2000), *Fonds de dépollution industrielle*, Atelier d'information, doc. ronéo, Rabat, 8 février.